Un dirigeant

Le Droit social

5 mars 1882

La platitude de nos députés dans la dernière séance de la Chambre nous oblige à envisager sérieusement les conséquences d'un coup d'État, fait soit par des membres d'une des familles qui ont régné en France, soit par tout autre bandit. La loi Tréveneuc donne pouvoir aux Conseils généraux de se constituer en assemblée Constituante dans le cas de l'arrestation des députés et sénateurs. Par cette attribution, le mandat de conseiller général est assez sérieux pour se rendre compte de la valeur morale de ceux qui sont appelés à le remplir.

C'est à cet effet que nous reproduisons la note suivante, prise dans le *Citoyen* de Tarare, il y a environ trois mois :

> « Dimanche dernier a eu lieu à Belleville l'inauguration des écoles communales, sous le patronage de M. Bertillier, maire de Belleville et conseiller général du canton. C'est M. Thévenet, avocat, ancien membre d'un cercle catholique de Lyon, actuellement président du Conseil général, qui a présidé la cérémonie de l'inauguration et du banquet, etc. »

Pas de commentaires.

Bibliothèque anarchiste

Le Droit social
Un dirigeant
5 mars 1882

extrait le 11 novembre 2026 d'*Archives autonomies*, tiré du n°4 du *Droit social Le Droit social*, publié à Lyon de février à juillet 1882, est le deuxième journal anarchiste de l'histoire de France.

bibliotheque-anarchiste.com